

Recherches sociographiques



Dale MIQUELON, *New France, 1701-1744 : A Supplement to Europe*

André Lachance

Volume 31, Number 3, 1990

La santé

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056551ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056551ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lachance, A. (1990). Review of [Dale MIQUELON, *New France, 1701-1744 : A Supplement to Europe*]. *Recherches sociographiques*, 31(3), 420–422.
<https://doi.org/10.7202/056551ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1990

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

syndicalisme (Marcel PEPIN), le mouvement féministe (Claire BONENFANT), l'entreprise (Normand RICARD) ou l'impatience des jeunes (Jean ROBITAILLE).

C'est dans les commentaires, qui, à la fin de chaque journée, venaient clore la période d'exposés et de discussions, qu'on saisira mieux les lignes directrices de l'ensemble du colloque. À la fin de la première soirée, BAUM faisait remarquer avec pertinence comment les transformations récentes de l'Église d'ici allaient à la rencontre de cette dimension essentielle de l'«âme» québécoise qu'est «l'engagement pour la justice économique et la solidarité sociale».

En centrant trop ses quatre interventions sur sa situation subjective de femme dominée dans l'Église et la société, GRATTON-BOUCHER a un peu esquivé l'analyse au profit du témoignage et de la revendication.

Les commentaires de l'observateur lucide et amical qu'est TOURAINE, lors des trois dernières journées, m'ont semblé jeter un éclairage nouveau sur la situation du Québec, lue à travers son expérience de sociologue et les propos des deux cents participants. Au terme de la soirée consacrée à l'héritage, il constate avec surprise un retournement du «côté fort» de l'identité québécoise vers son «côté faible» exprimé par une certaine nostalgie du passé et l'intérêt prépondérant pour les groupes dominés, les actions communautaires et les poches de pauvreté. D'ailleurs, la discussion sur la cité l'amène à conclure que «le Québec des trente dernières années est par excellence le pays à la conscience communautaire», lieu de rencontre du privé et du public, combinaison de morale et de politique.

À la fin du colloque, constatant la prédominance des thèmes sociaux et socioculturels sur les thèmes nationaux et même politiques, Touraine, un peu comme un prophète, nous suggère d'«injecter» du national à nos préoccupations communautaires trop fragmentées, pour les transformer en conception sociale-démocrate du politique.

Votre capacité d'action nationale — la capacité d'un mouvement d'indépendance, pour employer des termes plus extrêmes — dépend, dans une première étape au moins, de votre capacité de transformer la défense de l'identité de la communauté en construction d'une société plus égalitaire. (P. 215.)

Il faut féliciter Marc Lesage et Francine Tardif d'avoir publié ce livre qui présente au grand public les résultats d'un débat riche en expériences vécues et en aperçus originaux.

Gabriel GAGNON

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*

Dale MIQUELON, *New France, 1701-1744: A Supplement to Europe*, Toronto, McClelland & Stewart, 1987, xv + 345 p. («The Canadian Centenary Series», 4.)

Au début des années soixante, à l'occasion de la célébration prochaine du centenaire de la Confédération canadienne, deux éminents historiens du Canada anglais, W. L. Morton et D. G. Creighton, aujourd'hui décédés, concurent le projet d'une histoire du Canada, en dix-

neuf volumes, écrite par les principaux spécialistes des périodes couvertes. L'œuvre sera bientôt achevée, après une trentaine d'années de labeurs.

Attendu depuis près de dix ans, le volume dix-huitième confié à l'historien Dale Miquelon porte sur une des époques les plus intéressantes et les plus riches du Régime français : la première moitié du XVIII^e siècle, intervalle où la Nouvelle-France connaît trois décennies de paix. La colonie est alors bien établie, les principales institutions sont en place, le « pays » se peuple et les premières générations de « Canadiens » commencent à jouer un rôle actif à l'intérieur de la population. Pourtant, à part Guy FRÉGAULT qui y avait consacré, en 1944, une de ses premières publications (*La civilisation de la Nouvelle-France, 1713-1744*), peu d'historiens n'avaient encore fait la synthèse de ces années. C'est à cette tâche que s'employa le professeur Dale Miquelon de l'Université du Saskatchewan.

Il place dans la perspective européenne cette période où la Nouvelle-France prend forme sur les plans social et économique. Cette « naissance » se réalise donc sous l'influence de l'Europe qui en conditionne le développement politique, économique et social. Voilà quel est le fil conducteur de l'ouvrage.

Fruit de longues et patientes lectures dans les sources, dans les thèses inédites et dans les études spécialisées, il comporte trois volets. Dans le premier, l'auteur aborde principalement l'histoire politique et économique, l'une venant souvent éclairer l'autre. Il passe en revue tous les faits coloniaux à la lumière de la politique dictée par le Ministère de la marine. L'historien analyse et met en relation avec le contexte politique et diplomatique européen les principaux événements de l'époque : la guerre de Succession d'Espagne, le traité d'Utrecht et ses conséquences pour la colonie, les rivalités anglo-françaises en Acadie et le jeu des missionnaires dans cette région, la construction de la forteresse de Louisbourg, le rôle politique et économique des Amérindiens, la guerre des Renards, la fortification de l'Ouest, les expéditions de La Vérendrye et le commerce des fourrures. Sur un plan encore plus économique, la Compagnie de la colonie, les pêcheries, les finances locales en rapport avec celles du trésorier général de la marine font l'objet d'un examen minutieux.

Le deuxième volet se consacre au rôle économique des villes de Québec et de Montréal. Québec, port de mer de la colonie, compte éminemment sur le commerce maritime qu'il entretient avec les ports de Louisbourg, de La Rochelle et de Bordeaux. Le commerce des pelleteries auquel s'adonnent les marchands québécois dans les « postes du Roi », aussi important soit-il, est beaucoup moins considérable dans la capitale qu'à Montréal, porte d'entrée des « Pays-d'en-Haut », région considérée à l'époque comme le « pays » de la fourrure. L'auteur profite de l'occasion pour analyser les rouages de la traite : ses mécanismes et ses acteurs.

Enfin, le troisième volet concerne l'histoire sociale, dont l'organisation socio-économique des campagnes et des villes : la campagne canadienne, la production agricole et les conditions de vie de l'habitant, le système seigneurial, la vie des artisans et des journaliers dans les villes, et la pratique des métiers, ainsi que la structure de la population et ses conditions matérielles. Finalement, le dernier chapitre présente la société de la Nouvelle-France comme typique de l'Ancien régime avec ses querelles de préséance, son « patronage », ses inégalités et ses « états » sociaux supérieurs de plus en plus imbus de leurs privilèges honorifiques et fermés aux autres groupes. L'auteur la voit influencée par les valeurs propres au régime antérieur, mais il oublie que les conflits sociaux peuvent aussi être liés à des questions économiques, *a fortiori* dans une colonie commerciale. Une relecture des

Bourgeois-gentilshommes de la Nouvelle-France, 1729-1748 (1968) de Cameron NISH lui aurait peut-être permis de tenir compte de ce facteur. Mais c'est la seule critique sérieuse qu'on peut lui faire.

L'historien, tout en répondant exactement à l'invitation des éditeurs d'écrire une histoire politique, économique et sociale, a réussi à nous offrir à la fois un récit cohérent et intelligent des événements et une étude thématique sérieuse et originale des principaux faits économiques et sociaux des premières décennies du XVIII^e siècle. La tâche était considérable, mais l'auteur a su s'en acquitter avec brio. Ce volume n'apporte peut-être pas d'éléments inédits — d'ailleurs ce n'est pas l'objet d'une synthèse —, mais la revue critique des sources officielles et le traitement, ainsi que l'analyse perspicace des données fournies par les thèses et les études spécialisées auxquels s'est livré avec patience Dale Miquelon lui ont permis d'écrire la vue d'ensemble la plus complète et surtout la plus à point sur cette période de l'histoire de la Nouvelle-France, compte tenu de l'état des recherches au début des années 1980.

André LACHANCE

*Département de sciences humaines,
Université de Sherbrooke.*

Philip LAWSON, *The Imperial Challenge: Québec and Britain in the Age of American Revolution*, Kingston (Ontario), McGill/Queen's University Press, 1989, x+192 p.

Professeur au Département d'histoire de l'Université d'Alberta où il poursuit des recherches sur l'histoire du XVIII^e siècle britannique, Philip Lawson est l'auteur d'une biographie politique de George Grenville publiée en 1984. Son dernier livre porte sur le Québec devant l'opinion britannique de 1760 à 1774. Il y fait revivre les débats qui ont cours dans les milieux métropolitains sur le sort réservé à cette colonie nouvellement conquise. L'intérêt principal de l'ouvrage est d'ailleurs de présenter l'histoire du Québec de cette époque sous un angle différent: celui de la métropole où, finalement, les décisions se prennent.

La préoccupation de la Grande-Bretagne, après avoir décidé de garder le Québec, fut de savoir quelle politique adopter à son égard et de définir sa place au sein de l'Empire britannique. Fallait-il tolérer la religion catholique, elle qui, d'après le droit anglais, était interdite sur les territoires de la Couronne britannique? Quelle attitude prendre vis-à-vis des institutions, des lois et de la langue françaises? Fallait-il créer une chambre d'assemblée réservée, comme en Irlande, aux seuls protestants? Les problèmes engendrés par l'acquisition de cette colonie devinrent bientôt «un très grand mal de tête». (P. 86.) Les opinions se cristallisèrent autour de deux pôles qui eurent chacun leurs porte-parole, leurs arguments et leurs stratégies.

Une première faction, représentée entre autres par Burke, Fox, Byng, Cavendish et Barré, préférait la manière forte. Le Québec était un territoire britannique, et sa population